

Convention collective

IDCC : 9521. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE,
COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
ET EXPLOITATIONS DE CULTURES SPÉCIALISÉES
(Haute-Marne)**

(11 février 1997)

(Etendue par arrêté du 19 octobre 1998,
Journal officiel du 22 octobre 1998)

AVENANT N° 29 DU 11 JANVIER 2011

NOR : AGRS1197064M

IDCC : 9521

Entre :

La FDSEA ;

La fédération départementale des CUMA ;

Le syndicat des pépiniéristes, horticulteurs, maraîchers et paysagistes de la Haute-Marne,

D'une part, et

Le SGA CFDT ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 1^{er}, 27 et 28 à la convention collective susvisée sont supprimés et remplacés par les articles suivants :

« Article 1^{er}

Champ d'application professionnel et territorial

La présente convention collective de travail règle les rapports entre d'une part les employeurs, d'autre part les salariés et apprentis de l'un ou l'autre sexe et de toute nationalité travaillant dans les exploitations agricoles de polyculture et d'élevage, dans les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) ainsi que dans les exploitations viticoles (hors Champagne délimitée), horticoles ou maraîchères, les pépinières, les cultures sous serres situées dans le département de la Haute-Marne, ainsi que les établissements de toute nature dirigés par l'exploitant agricole en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent la prolongation de l'acte de production et les structures d'accueil touristiques situées sur l'exploitation ou dans les locaux de celle-ci, notamment d'hébergement et de restauration. »

« Article 27

Logement

La retenue mensuelle pour les ouvriers bénéficiant d'un logement accessoire au contrat de travail est fixée conformément à la circulaire ministérielle, prise en application de l'arrêté du 10 décembre 2002. Elle est rappelée dans les annexes I et V à la présente convention.

Article 28

Nourriture

Lorsque les ouvriers sont nourris par l'employeur, la valeur de la nourriture est décomptée forfaitairement des salaires. Le prix journalier est défini chaque année par circulaire ministérielle, en application de l'arrêté du 10 décembre 2002. Il est rappelé dans les annexes I et V à la présente convention. »

Article 2

L'article 29 « Blanchissage » de la convention collective susvisée est supprimé.

Article 3

Le B « Avantages en nature » de l'annexe I et le paragraphe « Avantages en nature » de l'annexe V à la convention collective susvisée sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Avantages en nature nourriture et logement
Valeur au 1^{er} janvier 2011

Nourriture : lorsque l'employeur fournit la nourriture, la valeur de cet avantage en nature sera évaluée forfaitairement à 4,40 € par repas et 8,80 € par jour, quel que soit le montant de la rémunération.

Logement :

- méthode de l'évaluation réelle : valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation + valeur réelle des avantages accessoires ;
- méthode de l'évaluation forfaitaire, selon le barème ci-dessous pour 2011 :

(En euros.)

RÉMUNÉRATION brute mensuelle	INFÉRIEURE à 1 473	DE 1 473 à 1 767,59	DE 1 767,60 à 2 062,19	DE 2 062,20 à 2 651,39	DE 2 651,40 à 3 240,59	DE 3 240,60 à 3 829,79	DE 3 829,80 à 4 418,99	À PARTIR de 4 419
Valeur pour 1 pièce	63,50	74,20	84,80	95,30	116,60	137,70	158,90	180,10
Si plusieurs pièces, valeur par pièce principale	33,90	47,70	63,50	79,40	100,60	121,80	148,20	169,50

Article 4

Les dispositions du présent avenant prennent effet au premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale de Haute-Marne de la DIRECCTE Champagne-Ardenne.

Fait à Chaumont, le 11 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)